



## CONVENTION relative à la mise à disposition d'infrastructures dans le cadre du renfort saisonnier 2025

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, dont le siège est sis 59 ter Chemin de Verdale à Saint-Jean (31420), Etablissement Public Administratif de l'Etat, et son Centre d'hébergement du CFA de l'Aude, situé 22 avenue des Genêts à Lézignan-Corbières - 11200,  
Représenté par son Président Joseph CALVI, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommé « **le prestataire** »,

d'une part,

**et**

La Commune de Lézignan-Corbières, dont le siège social est situé au 42 Cours de la République à Lézignan-Corbières - 11200, représentée par le maire, Gérard FORCADA, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée « **la collectivité** »,

d'autre part,

**et**

Le général de division Thibaut LAGRANGE, commandant la Région de gendarmerie Occitanie, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne, 202 avenue Jean Rieux – 31 055 TOULOUSE CEDEX 4,  
pour le compte du Groupement de Gendarmerie Départementale de l'Aude,

ci-dénoté « **le bénéficiaire** »,

### PREAMBULE :

*Afin d'assurer les différentes missions d'ordre public dédiées à la gendarmerie, plusieurs gendarmes sont déployés sur le ressort de la compagnie de gendarmerie départementale de Lézignan-Corbières durant la saison estivale. Ils sont contraints d'être hébergés sur le site.*

*Afin de contribuer à la mission d'ordre public exercée par la gendarmerie, la commune nommée ci-dessus a souhaité contribuer à leur mission en organisant toutes les conditions nécessaires à cette mission et notamment en mettant à leur disposition, les hébergements nécessaires.*

*Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :*

#### **ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention vise à mettre en œuvre un partenariat entre la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée et son Centre d'hébergement du CFA de l'Aude, la commune nommée ci-dessus et la Région de Gendarmerie Occitanie au profit des personnels de la gendarmerie dans le cadre de la mise en place du dispositif estival de protection des populations.

#### **ARTICLE II : DESIGNATION DE LA PRESTATION**

La collectivité s'engage à assurer le coût financier de l'hébergement charges incluses, du personnel de la gendarmerie nationale, au sein du centre d'hébergement du CFA de l'Aude.

Cette mise à disposition est composée de chambres individuelles avec une salle de bain et un WC indépendant.

Une cuisine et un coin salon sont également mis à leur disposition.

Cet ensemble meublé et équipé est en bon état d'entretien locatif. Il est doté d'un chauffage individuel et de l'eau chaude sanitaire.

Elle est assortie des conditions suivantes :

- capacité du logement selon le contingent de renfort ;
- disponibilité du même logement sur la durée complète du renfort ;
- habitabilité et équipement.

L'entretien des chambres est assuré par les gendarmes. Le centre d'hébergement du CFA de l'Aude fournit les produits d'entretien.

Le centre d'hébergement du CFA de l'Aude assure la fourniture et le nettoyage des draps.

#### **ARTICLE III : DESTINATION**

Les chambres mises à disposition sont destinées à l'hébergement des gendarmes dans le cadre de l'exercice de leur fonction de maintien de l'ordre public.

Les utilisateurs logent obligatoirement dans l'établissement mais, lorsque le service l'exige, ils peuvent en être dispensés sans qu'il puisse être demandé une indemnité compensatrice.

#### **ARTICLE IV : USAGE DES LOCAUX - ETAT DES LIEUX - SÉCURITÉ**

Le bénéficiaire prendra les logements dans leur état actuel, déclarant les avoir visités et les connaître. Un état des lieux (Annexe 1) sera effectué lors de la prise en compte et lors de la réintégration des locaux, en présence des représentants du prestataire et de la collectivité et d'un représentant du bénéficiaire de la convention.

Le bénéficiaire s'engage à prendre les lieux avec les meubles, objets et équipements garnissant les logements dans l'état où ils se trouvent lors de la remise des clés. Un inventaire (Annexe 2) sera remis au bénéficiaire qui devra vérifier sa sincérité et le signer.

Le bénéficiaire s'engage à maintenir en l'état, pendant toute la durée de mise à disposition et à signaler, au prestataire, sans délai toute anomalie ou dégradation pouvant survenir durant cette période.

Préalablement à l'utilisation des locaux, le bénéficiaire reconnaît avoir procédé avec les représentants du prestataire et de la collectivité à une visite du Centre d'hébergement. Il reconnaît avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinctions (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

En cas de dégradations et/ou d'absence des équipements constatées lors de la restitution des locaux, les indemnités dues pour la remise en état seront réputées être à la charge du bénéficiaire. Leur évaluation fera l'objet d'une facturation détaillée qui sera émise à part, ayant pour pièce jointe l'état des lieux contradictoire et l'inventaire dûment signés par les parties contractantes.

Le Bénéficiaire reconnaît avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinctions (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, le Bénéficiaire s'engage :

- à respecter les règles de sécurité ;
- à respecter l'objet de la convention à la seule fin d'hébergement des personnels de la gendarmerie ;
- à signaler immédiatement toute anomalie ou dysfonctionnement au Prestataire.

La signature de la présente convention emporte adhésion au règlement intérieur du Centre d'hébergement du CFA de l'Aude, dont un exemplaire est annexé à la présente (Annexe 2).

#### **ARTICLE V : DURÉE - RÉVISION**

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 pour se terminer le 31 août 2025.

La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.  
Toute révision ou modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les Parties.

#### **ARTICLE VI : RENOUVELLEMENT**

À l'issue de cette période, elle pourra être renouvelée deux fois par reconduction expresse afin de définir les périodes ultérieures.

Ce renouvellement fera l'objet d'une demande auprès du prestataire et de la collectivité au moins un mois avant la date souhaitée.

#### **ARTICLE VII : RÉSILIATION**

La présente convention pourra être résiliée sans qu'aucune indemnité ne soit due :

- 1- Par le Prestataire, en cas de non-respect ou d'inexécution par le bénéficiaire de l'une de ses obligations et 15 jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, et sous réserve de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante.
- 2- Par la Collectivité à tout moment, pour un cas de force majeure, ou pour motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public ou à l'ordre public, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au bénéficiaire et au prestataire ;
- 3- Par le Bénéficiaire pour un cas de force majeure, dûment constaté et signifié à la collectivité et au prestataire par lettre recommandée avec accusé de réception si possible dans un délai de cinq jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des locaux.

La présente convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE VIII : DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

Le Prestataire consent la mise à disposition des locaux à la Collectivité moyennant le paiement d'une redevance de 15 euros par nuitée et par personne (petit déjeuner non inclus) au titre de l'année 2025.

En cas de renouvellement, le coût sera revu annuellement d'un commun accord.

La Collectivité met à disposition du bénéficiaire les locaux à titre gracieux.

Le Prestataire prend à sa charge les frais de fonctionnement : eau, électricité, gaz et fuel.

#### **ARTICLE IX : ASSURANCE - RESPONSABILITÉ**

Les locaux sont assurés par le prestataire en qualité de propriétaire.

L'État étant son propre assureur, le propriétaire le dispense de contracter une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent du fait de la convention.

Le prestataire ne peut être tenu pour responsable en aucun cas, ni des vols, ni des dommages causés par quelque cause que ce soit, aux biens appartenant au contractant et situés dans les locaux occupés.

## ARTICLE X : DOMICILIATION - LITIGES

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous leurs actes, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus.

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de deux mois.

Si néanmoins le désaccord persiste, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Cette convention comprend deux feuillets (recto-verso).

Fait à Lézignan-Corbières, le .....

### Pour la CMA de Région Occitanie

Nom, cachet et signature

*Signature précédée de la mention manuscrite  
« lu et approuvé »*

### Pour la Gendarmerie Nationale

Nom, cachet et signature

*Signature précédée de la mention manuscrite  
« lu et approuvé »*

### Pour la Commune de Lézignan-Corbières

Nom, cachet et signature

*Signature précédée de la mention manuscrite  
« lu et approuvé »*